

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

MAPA – 20240166
AMENAGEMENT D'UN PLATEAU D'ONCOLOGIE
NIVEAU 7 – TOUR C
CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES

Etablissement support :

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES
Pôle Services – Cellule des marchés publics
Avenue Désandrouin – B.P. 479
59322 VALENCIENNES Cedex

SOMMAIRE

<u>1 - Dispositions générales du marché public</u>	3
1.1 - Objet du marché public	3
1.2 - Décomposition du marché public	3
1.3 - Réalisation de travaux similaires	3
1.4 - Contexte lié à la crise sanitaire	3
<u>2 - Pièces contractuelles</u>	4
<u>3 - Intervenants</u>	5
3.1 - Conduite d'opération.....	5
3.2 - Maîtrise d'œuvre	5
3.3 - Contrôle technique	5
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs (SPS)	5
3.5 - Sécurité des systèmes de sécurité incendie (SSI)	5
3.6 - Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier (OPC).....	5
3.7 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants.....	6
<u>4 - Confidentialité</u>	6
<u>5 - Protection des données à caractère personnel</u>	6
<u>6 - Durée et délai d'exécution</u>	6
6.1 - Délai global d'exécution des travaux	6
6.2 - Délai d'exécution	6
<u>7 - Prix</u>	7
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
7.2 - Modalités d'actualisation des prix	7
<u>8 - Garanties financières</u>	8
<u>9 - Avance</u>	8
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	8
9.2 - Garanties financières de l'avance	8
<u>10 - Modalités de règlement des comptes</u>	9
10.1 - Décomptes et acomptes	9
10.2 - Présentation des demandes de paiement	9
10.3 - Délai global de paiement	10
10.4 - Paiement des cotraitants	10
10.5 - Paiement des sous-traitants	10
<u>11 - Conditions d'exécution des travaux</u>	11
11.1 - Préparation et coordination des travaux.....	11
11.1.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	11
11.1.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	11
11.1.3 - Registre de chantier	12
11.2 - Etudes d'exécution.....	12
11.3 - Installation et organisation du chantier.....	12
11.3.1 - Installation de chantier	12
11.3.2 - Signalisation de chantier	12
11.4 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	12
11.4.1 - Gestion des déchets de chantier.....	12
11.4.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	12
11.4.3 - Documents à fournir après exécution	12
11.5 - Réception des travaux	13
<u>12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle</u>	13
<u>13 - Garantie des travaux</u>	13
<u>14 - Pénalités</u>	13
<u>15 - Assurances</u>	14
<u>16 - Résiliation du marché public</u>	14
16.1 - Conditions de résiliation	14
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	15
<u>17 - Règlement des litiges et langues</u>	15
<u>18 - Clause de réexamen</u>	15
18.1 - Adhésion d'un nouvel établissement.....	14
18.2 - Imprévision ou circonstances imprévues.....	14
<u>19 - Dérogations</u>	17

1 - Dispositions générales du marché public

1.1 - Objet du marché public

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

MAPA – 20240166

AMENAGEMENT D'UN PLATEAU D'ONCOLOGIE – NIVEAU 7 – TOUR C – CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES

1.2 - Décomposition du marché public

L'intégralité de l'opération de travaux mentionnée en objet se décompose en **6 lots**, de la façon suivante :

Lot	Désignation
1	Gros œuvre étendu
2	Electricité CFO/CFA
3	Chauffage, ventilation, climatisation (CVC) / Plomberie
4	Peintures
5	Revêtements de sols souples
6	Fluides médicaux

1.3 - Réalisation de travaux similaires

Le maître d'ouvrage peut confier au titulaire, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés publics ayant pour objet la réalisation de travaux similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché public peut être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché public.

1.4 - Contexte lié à la crise sanitaire

Le titulaire doit avoir tenu compte, dans la constitution de son offre financière, de toute éventuelle crise sanitaire (actuelle ou nouvelle vague).

En conséquence et par dérogation à l'article 53.1 du CCAG-Travaux, le titulaire ne peut en aucun cas demander une quelconque indemnité d'un préjudice subi en cas d'arrêt de chantier ordonné par le maître d'ouvrage, en rapport avec cette épidémie.

À titre d'exemple, ci-après une liste non exhaustive de situations pouvant survenir dans le cadre d'un arrêt de chantier :

- Les frais de location d'échafaudage ;
- Les frais de stockage de matériel ;
- Les frais de gardiennage du chantier ;
- Les frais de location d'une base vie ;
- Les frais de personnel immobilisé par la crise ;
- Et tous autres frais pouvant survenir durant une période d'arrêt de chantier.

1.5 - Connaissance du site

Le titulaire reconnaît que les pièces constitutives du marché public qui lui ont été remises lors de la notification du marché public sont suffisantes pour lui permettre de remplir ses obligations contractuelles en assurant, conformément aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur à la date de notification du marché public, le complet achèvement de tous les travaux dont il peut avoir la charge suivant les règles de l'art et la parfaite utilisation des ouvrages réceptionnés.

Le titulaire reconnaît, au travers des documents remis, avoir une connaissance suffisante des lieux ainsi que de toutes les contraintes ou sujétions y afférents et avoir eu la possibilité de demander tous documents, de quelque nature que ce soit, nécessaires à la réalisation parfaite des travaux. Il ne peut arguer en aucune façon de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurement à la notification du marché public pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité dans la réalisation des travaux.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre, à ses frais, tous moyens (mesures, analyses, investigations, contrôles...) permettant d'éviter ou de limiter les troubles de voisinage dans un chantier (vibrations, poussière, bruit...). Il est responsable de toute dégradation et/ou désordre susceptible d'affecter les ouvrages voisins et s'engage à relever et garantir le maître d'ouvrage de tout recours qui lui serait fait à ce titre.

1.6 - Respect des droits humains et attention à la qualité de vie au travail

Le maître d'ouvrage rappelle que le titulaire veille au respect des droits de l'humain et aux obligations qui en découlent et favorise la qualité de vie au travail. Par conséquent, le titulaire respecte le code du travail du pays où il se trouve et les règles internationales fixées par le Bureau International du Travail relatives à son secteur d'activité.

De plus, le titulaire met en œuvre les actions correctrices, les améliorations ou les actions préventives visant à remédier aux atteintes et aux risques d'atteinte aux droits de l'Homme au travail identifiés durant l'exécution du marché public. Ces actions visent les activités de l'entreprise et de sa chaîne de fournisseurs et de sous-traitants.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché public sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) propre à chaque lot ;
- L'annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE) : « Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) » propre à chaque lot ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à l'ensemble des lots ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot ;
- Le cahier des clauses techniques communes (CCTC) pour l'ensemble des lots ;
- Les plans de l'opération ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du marché public propre à chaque lot ;
- Les fiches techniques correspondant aux matériaux proposés par le titulaire propres à chaque lot ;
- Le calendrier détaillé d'exécution (planning) propre à chaque lot.

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi. En cas de contradiction entre la pièce principale et son annexe, la pièce principale prévaut.

Le fait de répondre au marché public suppose l'acceptation sans aucune réserve des exigences définies dans les pièces contractuelles, de la part du titulaire.

Les conditions générales de vente (CGV) du titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne sont pas applicables et sont d'office exclues de l'accord-cadre sans qu'il ne soit nécessaire pour le pouvoir adjudicateur de prendre une décision spécifique en ce sens.

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par le maître d'ouvrage lui-même.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre désigné pour cette opération est :

SOCOTEC CONSTRUCTION

Parc d'activité de l'Aérodrome
Ouest
Bâtiment H – 1, rue Louis Duvant
59328 VALENCIENNES

3.3 - Contrôle technique

Le contrôleur technique désigné pour cette opération est :

SOCOTEC CONSTRUCTION

Parc d'activité de l'Aérodrome Ouest
Bâtiment H – 1, rue Louis Duvant
59328 VALENCIENNES

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs (SPS)

Aucune coordination sécurité et protection de la santé (SPS) n'est prévue pour cette opération.

En revanche, le maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention et procède, avec le concours du titulaire, à une analyse des risques afin d'élaborer le plan de prévention.

3.5 - Sécurité des systèmes de sécurité incendie (SSI)

Aucune coordination sécurité et protection de la santé (SPS) n'est prévue pour cette opération.

En revanche, le maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention et procède, avec le concours du titulaire, à une analyse des risques afin d'élaborer le plan de prévention.

3.6 - Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier (OPC)

La mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination du chantier (OPC) est confiée à :

ETBE INGENIERIE

2, rue du Tivoli
59600 MAUBEUGE

3.7 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions.

Dans le cadre de ses missions, le maître d'œuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent marché public. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

4 - Confidentialité

Le présent marché public comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le maître d'ouvrage a la qualité de « responsable du traitement », et le titulaire celle de « sous-traitant » du responsable du traitement.

Le titulaire peut donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Durée et délai d'exécution

6.1 - Délai global d'exécution des travaux

Le délai global prévu pour l'exécution de la totalité du chantier est de 12 mois.

La date prévisionnelle de début d'exécution des travaux est la suivante : **03/03/2025**.

6.2 - Délai d'exécution

L'acte d'engagement (AE) fixe le délai d'exécution propre à chaque lot.

L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant au titulaire de commencer les travaux jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement (GPA), selon le calendrier détaillé d'exécution (planning) validé conjointement par les parties, avant le début du chantier.

Une prolongation du délai d'exécution propre à chaque lot peut être accordée par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les travaux faisant l'objet du présent marché public sont réglés par un prix global et forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement (AE).

L'unité monétaire utilisée est l'euro.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le plan de prévention, de la notification du marché public à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

7.2 - Modalités d'actualisation des prix

Les prix sont fermes et actualisables.

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans son offre. Cette date permet de définir le « mois zéro ».

Conformément aux dispositions des articles R. 2112-9 à R. 2112-12 du code de la commande publique, les prix sont actualisés si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix et la date de début d'exécution des travaux (date mentionnée dans l'ordre de service de démarrage). L'actualisation se fait aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de 3 mois à la date de début d'exécution des travaux.

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché public d'un coefficient Cn donné par la formule :

Lot	Formule
1	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT06 (d-3) / BT06 (o))$
2	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT47 (d-3) / BT47 (o))$
3	$C_n = 0.0\% + 100.0\% ((0.50 BT41 (d-3) / BT41 (o)) + (0.50 BT48 (d-3) / BT48 (o)))$
4	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT46 (d-3) / BT46 (o))$
5	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT10 (d-3) / BT10 (o))$
6	$C_n = 0.0\% + 100.0\% ((0.50 BT47 (d-3) / BT47 (o)) + (0.50 BT48 (d-3) / BT48 (o)))$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des travaux.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Les index de référence, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot	Code	Libellé
1	BT06	Ossature, ouvrages en béton armé
2	BT47	Electricité
3	BT41	Ventilation et conditionnement d'air
	BT48	Plomberie sanitaire (y compris appareils)
4	BT46	Peinture, tenture, revêtements muraux
5	BT10	Revêtements en plastiques
6	BT47	Electricité
	BT48	Plomberie sanitaire (y compris appareils)

8 - Garanties financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché public (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché public, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché public, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

9 - Avance

Une avance peut être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement (AE).

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG-Travaux.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché public est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement (AE).

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché public, si sa durée est inférieure ou égale à 12 mois ; si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à 12 fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause d'actualisation des prix.

Ce taux est fixé à 20,0 % lorsque le titulaire est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des travaux exécutés par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché public. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des travaux individualisés par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière n'est demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Décomptes et acomptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

Périodicité des acomptes : Acomptes mensuels selon l'avancement des travaux.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le maître d'ouvrage peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le maître d'ouvrage de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- La désignation de l'organisme débiteur, avec l'indication du code d'identification du service chargé du paiement ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Les références du marché public ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La date de réalisation des travaux ;
- La dénomination précise des travaux réalisés ;
- L'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés, si les travaux auxquels les prix se rapportent ne sont pas terminés) ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- Le cas échéant, le calcul (justifications à l'appui) du coefficient d'actualisation des prix ;
- En cas de groupement conjoint, le montant des travaux effectués par chaque opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors taxes ;
- La mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné, en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : **26590673500013** ;
- Code service : **IMO** ;
- Numéro d'engagement juridique : **20240166**.

10.3 - Délai global de paiement

Le paiement se fait par mandat administratif.

Le marché public est financé sur les fonds propres du Centre hospitalier de Valenciennes.

Les sommes dues au titulaire sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Changement de taxes :

Il sera tenu compte au titulaire ou au maître d'ouvrage, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché public.

Nantissement :

Le titulaire peut donner son contrat en nantissement. Dans ce cas, le maître d'ouvrage est habilité à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention « d'exemplaire unique » sur l'acte d'engagement (AE) du marché public à nantir (conformément à l'article L. 2191-8 du code de la commande publique) ou à fournir un certificat de cessibilité de créance (NOTI 6).

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres travaux. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue dans l'acte d'engagement (AE).

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

11 - Conditions d'exécution des travaux

11.1 - Préparation et coordination des travaux

11.1.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Cf. calendrier détaillé d'exécution (planning).

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, en tout état de cause, la période de préparation ne saurait excéder :

	Pour chaque lot
Période de préparation	1 mois

Les tâches à réaliser par le titulaire pendant la période de préparation sont les suivantes :

- Contrôle et prise de côtes sur site ;
- Fourniture du calendrier détaillé d'exécution (planning définitif), daté et cohérent vis-à-vis du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Fourniture des plans d'exécution, fiches techniques et modes opératoires.

Par ailleurs, dans le cadre de l'élaboration du plan de prévention, le maître d'ouvrage et le titulaire doivent effectuer, pendant la période de préparation, les opérations suivantes :

- Le maître d'ouvrage a la charge d'organiser, conformément à l'article R. 4512-2 à 5 du code du travail, une inspection commune à laquelle participe le titulaire ;
- Le titulaire participe à l'inspection commune préalable des lieux de travail, des installations et des matériaux conformément à l'article R. 4512-2 à 5 du code du travail ;
- Le titulaire analyse les risques liés à l'opération afin de définir les mesures de préventions ;
- Le titulaire élabore, conjointement avec le maître d'ouvrage, le plan de prévention des risques au sens de l'article R. 4512-6 à 16 du code du travail. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants).

Le titulaire doit enfin dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre.

11.1.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est à prévoir pour cette opération. Par contre, elle fait l'objet d'un plan de prévention.

Le maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des entreprises intervenant dans l'opération. Il a aussi l'obligation d'alerter l'entrepreneur en cas de danger grave à l'encontre d'un des salariés de cette entreprise et possibilité d'arrêter tout ou partie du chantier et coordonne les nouvelles mesures de prévention qui seraient prises à l'occasion d'organisation d'inspections ou de réunions périodiques.

Chaque titulaire est responsable de la mise en œuvre des mesures prévues par le plan de prévention, de la reprise de ces mesures préalables en cas de sous-traitants déclarés en cours de travaux. Il est aussi responsable de la mise à jour du plan de prévention faisant suite à de nouvelles inspections. Par contre, chaque entreprise est tenue d'informer ses salariés des risques et des mesures de prévention prises et demeure responsable de l'application de ces mesures, nécessaires à la protection de son personnel.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité. Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

11.1.3 - Registre de chantier

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

11.2 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

11.3 - Installation et organisation du chantier

11.3.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'entretien des installations de chantier.

Le plan d'implantation de chantier ainsi que les lieux et conditions de dépôt des déblais en excédent seront définis en accord avec le maître d'ouvrage.

11.3.2 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

11.4 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

11.4.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation des déchets créés par les travaux du marché public est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

11.4.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. À la fin des travaux, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

11.4.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

11.5 - Réception des travaux

Pour chaque lot, la réception a lieu à l'achèvement des travaux, dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

La réception partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux (réception partielle et par lot à la date décidée par le maître d'ouvrage).

12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce marché public.

13 - Garantie des travaux

Pour tous les lots, les travaux font l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Les travaux font l'objet d'une garantie décennale de 10 ans, prévue à l'article 1792-4-1 du code civil, dont le point de départ est la date de réception des travaux.

14 - Pénalités

Il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard, qui sont cumulables, sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Retard dans l'exécution et l'achèvement des travaux	Journalière	1/100 du montant total en € HT du marché public par jour calendaire de retard	Les dispositions suivantes sont appliquées en cas de retard dans l'exécution et dans l'achèvement des travaux mesuré par rapport au calendrier fixé soit dans le calendrier détaillé d'exécution (pièce contractuelle du marché public) ou les ordres de service qui suivent, soit dans le cadre de la période de préparation. Dans le cas où le titulaire se verrait retardé dans l'exécution de son ordre de service par un autre corps d'état ou toute autre cause extérieure à son entreprise, il doit signaler au maître d'ouvrage dans les cinq jours calendaires et par écrit, les raisons et l'importance de ce retard. Passé ce délai il n'est plus fondé à élever des réclamations et les pénalités de retard lui sont entièrement applicables.
Retard dans la remise des documents d'exécution	Journalière	150,0 € par jour calendaire de retard	La date de retard est calculée à compter de la demande écrite émanant du maître d'ouvrage, soit par mail, soit par le compte-rendu de chantier, soit par courrier.

Retard dans la remise de documents après exécution (DOE)	Journalière	150,0 € par jour calendaire de retard	
Absence du titulaire aux convocations et réunions de chantier	Forfaitaire	150,0 € par absence	
Retard dans la remise des devis	Journalière	150,0 € par jour calendaire de retard	La date de retard compte à partir de la demande écrite émanant maître d'ouvrage soit pas mail, soit par le compte-rendu de chantier, soit par courrier.
Non-respect de la remise en état des lieux	Forfaitaire	Cf. devis de la prestation	À la fin des travaux (date de réception du chantier), le titulaire dispose de 5 jours pour procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements, des installations détériorées, à l'enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi qui auront été occupés par le chantier. En cas de non-respect, la prestation sera effectuée aux frais du titulaire.
Non-respect des règles d'hygiène ou de sécurité	Forfaitaire	150,0 € par infraction constatée	
Travail dissimulé	Forfaitaire	10,0 % du montant total H.T. du marché public	Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le maître d'ouvrage applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant H.T. du marché public. Le montant de cette pénalité ne peut toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché public et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du code civil.

16 - Résiliation du marché public

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché public sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché public pour motif d'intérêt général par le maître d'ouvrage, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le marché public sera résilié aux torts du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au maître d'ouvrage par le titulaire. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché public.

Le maître d'ouvrage adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché public est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché public, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le tribunal administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché public peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au marché public.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché public et ce, pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le maître d'ouvrage peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des travaux.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

À compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du maître d'ouvrage est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

18.1 - Adhésion d'un nouvel établissement

Sans objet.

18.2 - Imprévision ou circonstances imprévues

18.2.1 - Obligation d'information

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution qui ne pouvait être prévu au moment de la conclusion du marché public de par sa nature ou son ampleur, notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire doit informer le maître d'ouvrage dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement.

18.2.2 - Modalités de poursuite du marché public

Les parties peuvent convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution du marché public strictement nécessaires pour faire face à l'évènement imprévisible.

18.2.3 - Suspension du marché public

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le marché public du fait de l'évènement imprévisible, le maître d'ouvrage peut décider de suspendre l'exécution du marché public sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché public de substitution avec un autre entrepreneur, peut être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché public de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché public lors de la reprise et les modalités de paiement sont définies par avenant à la fin de la période de crise.

18.2.4 - Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution du marché public

Le titulaire peut formuler une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution du marché public. À ce titre, il doit produire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché public, du fait de la poursuite de l'exécution du marché public, dans les conditions de l'offre initiale malgré les éventuelles modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

Il doit notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage analyse le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

Le cas échéant, l'indemnisation prend la forme d'une modification provisoire des prix du marché public, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché public dûment justifié. La durée de la modification est précisée dans chaque avenant.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliquent de nouveau.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché public demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par le maître d'ouvrage ;
- Le titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

18.2.5 - Prolongation du marché public

Si le présent marché public arrive à terme pendant la période de survenance de l'événement, il peut être prolongé par voie d'avenant, au-delà de la durée du marché public prévue dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables.

Cette prolongation peut s'étendre au-delà de la durée mentionnée à l'article L. 2125-1 du code de la commande publique, dans la limite de 6 mois.

19 - Dérogations

- L'article 1.4 du CCAP déroge à l'article 53.1 du CCAG-Travaux ;
- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-Travaux ;
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux.